NPA L'étincelle
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Centre hospitalier
Saint-Denis

Lundi 20 septembre 2021

Oui à la vaccination,
Non au passe licenciements de Macron

La date couperet pour l'obligation vaccinale, fixée par le gouvernement au 15 septembre tout particulièrement pour le personnel hospitalier, sous peine de perdre son emploi ou d'être acculé à un congé forcé sans salaire, a encore dégradé les conditions de travail et de soins dans les hôpitaux. Véran, ministre de la Santé, a annoncé 3 000 suspensions de soignants non vaccinés, relativisant l'impact de la mesure, sur plus de 2,7 millions de salariés concernés. Mais ce chiffre pourrait être largement sous-estimé, et le sous-effectif est tel, dans bien des établissements de santé, que l'absence de quelques collègues suffit à mettre dans une situation plus que critique.

Le gouvernement fanfaronne… pendant que les soignants craquent

Le gouvernement met à son actif le fait que le seuil des 50 millions de personnes ayant reçu au moins une dose de vaccin a été atteint la semaine dernière. Cette autosatisfaction ne saurait cacher que sa gestion de la pandémie a été de bout en bout criminelle. Le « quoi qu'il en coûte » avait pour unique préoccupation, non de sauver des vies, mais de préserver les profits des entreprises. Pas de « quoi qu'il en coûte » en revanche pour embaucher dans les hôpitaux et investir dans les équipements nécessaires. Depuis un an et demi, les soignants ont tout vécu : pas de masques, pas de sur-blouses, pas de respirateurs en nombre suffisant, un manque de bouteilles d'oxygène et de lits de réanimation, des soignants obligés par leur hiérarchie à venir travailler alors qu'ils avaient été testés positifs au Covid… Et on en passe. Aux heures les plus graves de l'épidémie, la grande misère des hôpitaux publics a été révélée au grand jour.

Que le personnel a tenté désespérément de compenser par des efforts surhumains qui leur ont valu les applaudissements du public, mais pas le moindre geste concret du gouvernement. C'est cette même situation scandaleuse dont témoignent les soignants appelés en renfort en Guadeloupe et Martinique : pas assez de masques, de gants, de désinfectant… L'ARS a même demandé à certains d'emporter leur matériel !

La violence du chantage à l'emploi

Après un an et demi de crise sanitaire, rien n'a donc changé dans la situation des hôpitaux. Avec les suspensions des employés non vaccinés, les démissions et les arrêts maladie pour cause de burn-out, c'est même de pire en pire. Celles et ceux qui restent sont transbahutés de service en service pour combler le manque de personnel. Ils deviennent des agents polyvalents, dont on modifie sans cesse les plannings, auxquels on refuse les congés. Face à cette catastrophe depuis longtemps annoncée, le gouvernement ne répond que par la violence du chantage à l'emploi. D'autant plus scandaleuse qu'avec plus de 90 % de vaccinés parmi le personnel de santé, on ne peut pas dire que l'hôpital soit particulièrement en danger. Mais l'occasion est trop belle, pour ces défenseurs forcenés du capitalisme, de taper encore sur les travailleurs et d'inventer de nouvelles mesures de rétorsion.

Et voilà que Véran promet encore des contrôles systématiques pour les arrêts des soignants, considérés comme suspects depuis l'entrée en vigueur de l'obligation vaccinale ! Cette violence, c'est celle dont le gouvernement fait preuve vis-à-vis de l'ensemble des salariés.

En guerre contre le monde du travail

Ce n'est pas au virus que le gouvernement a déclaré la guerre, mais bien aux salariés. Il suspend le salaire des non-vaccinés, programme la baisse des allocations chômage au 1er octobre prochain, prépare une nouvelle réforme des retraites avec le report de l'âge de départ à 64 ans… La coupe est pleine. Il va falloir riposter, cela devient vital pour les salariés des hôpitaux, mais aussi pour l'ensemble des travailleuses et travailleurs !

L'appel à la mobilisation du 5 octobre prochain est une occasion de montrer notre colère par la grève et les manifestations. Il faut que ce gouvernement comprenne que ses attaques et son mépris ne resteront pas sans réponse.

Aucun collègue ne devrait être suspendu !

Certaines directions hospitalières n'ont parfois pas hésité à suspendre massivement leurs salariés non vaccinés. La palme revient peut-être à l'hôpital de Nice ayant suspendu 350 travailleurs soit 5% du personnel. Les exemples pourraient être multipliés. Dans tout le pays des services ont été fermés et des équipes ont dû essayer de fonctionner avec encore des collègues en moins.

Supprimer des collègues, tourner en sous-effectifs, détruire des services, la politique menée sous couvert de vaccination est dans la droite ligne de celle des années précédentes et des réductions de budget. Alors qu'il n'y a pas plus de places ouvertes à la formation de jeunes ni même en promotion professionnelle, le gouvernement prévoit de licencier plusieurs dizaines de milliers de salariés.

Crise à la maternité

Par manque d'effectifs, la maternité a fermé plusieurs postes de sage-femmes pourtant essentiels (consultation, échographie…), 8 lits en suites de couches… Les conditions de travail se dégradent, la pression sur l'équipe s'amplifie… et moins de monde veut venir y travailler. Après avoir cumulée les heures supp' jusqu'à épuisement, les sage-femmes ont tiré la sonnette d'alarme en alertant l'ARS d'Ile de France et la direction de l'hôpital : conditions de travail, répercussions sur la prise en charge du couple mère-enfant et risques pour leur propre santé ! Afin de patienter… délestage. Ok, et après ?

Sixième journée de mobilisation et grève nationale pour les sage-femmes

Les annonces de Véran sont très décevantes : 100€ de revalorisation salariale et beaucoup de compliments... C'est donc une 6ème journée de mobilisation nationale le 7 octobre ! Les sage-femmes se sentent méprisées et réclament toujours des hausses de salaire à hauteur de leurs responsabilités, des actions sur les effectifs, l'autonomie et la formation. Le gouvernement fait le sourd : les maternités risquent de fermer les unes après les autres car les sage-femmes ne veulent (et ne peuvent) plus y travailler...

Ne laisser passer aucun abus

Plusieurs témoignages ont mené à la suspension du médecin du travail de l'hôpital pour des faits qui relèveraient d'abus de faiblesse et de harcèlement sexuel. L'opposition à ces pratiques inacceptables se retrouve à tous les niveaux. Darmanin, ministre de l'Intérieur, est ainsi accusé d'abus liés à sa position sociale. Il ne faut rien lâcher et aller jusqu'au bout.

Les départs ça se remplace

Certains collègues faisant-fonction cadre partent en formation. Le départ est connu bien en amont pourtant il est très fréquent que le remplacement se fasse attendre, longtemps ! Sans aucune info.

Pendant ce temps ce sont les équipes qui doivent gérer les commandes, les plannings, en plus de leurs tâches !

Chantier terminé ?

Les travaux de l'extension des long-séjours pour permettre l'accès à des chambres individuelles arrivent sur la fin. Des ouvertures de postes pour renforcer les équipes ? Les locaux sont 2 fois plus grand, la charge de travail augmente...

Les collègues ont remonté leur évaluation du renfort d'effectif nécessaire pour toutes les professions. Pas de retour de la direction à ce jour à part 2 postes d'ASH. Un bruit grandit parmi les collègues : « pas de renforts, pas de déménagement ».

Harkis : 60 ans d'hypocrisie et de mauvaise foi

Macron a organisé lundi une réception où ont été invités 300 représentants des harkis. Les harkis étaient des Algériens qui, pendant la guerre d'indépendance de leurs pays (1954-1962) avaient été enrôlés dans l'armée française. Après l'indépendance beaucoup furent massacrés et ceux qui émigrèrent en France furent souvent parqués dans des camps. Reconnaître la responsabilité directe de la France dans leurs souffrances et leur attribuer des réparations ? Macron y penserait. Après usage, l'impérialisme se désintéresse du sort de ceux qui l'ont servi. Et nombre d'Afghans viennent d'en faire l'expérience à Kaboul.

Les grévistes de Transdev montrent la voie !

Depuis deux semaines, la grève est massivement suivie sur plusieurs dépôts de bus Transdev en région parisienne. Les grévistes se battent contre la dégradation brutale de leurs conditions de travail que cherche à leur imposer Transdev en prenant prétexte de l'ouverture à la concurrence : des journées de neuf heures sont maintenant payées sept, les cadences sont telles que les conducteurs ne peuvent même plus aller aux toilettes, des primes ont disparu d'un coup.

Le combat des grévistes de Transdev est la réaction à une offensive patronale qui va toucher tous les travailleurs du secteur des transports. Les patrons voudraient opposer les uns aux autres en fonction du dépôt ou de l'entreprise. Mais à partir de la grève à Transdev, c'est la question de la lutte d'ensemble des travailleurs du secteur qui se pose. L'union fait la force !